



Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

7431^e séance

Mercredi 22 avril 2015, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Hmoud	(Jordanie)
<i>Membres :</i>	Angola	M. Gimolieca
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M. Zhao Yong
	Espagne	M. González de Linares Palou
	États-Unis d'Amérique	M. Pressman
	Fédération de Russie	M. Iliichev
	France	M. Delattre
	Lituanie	M. Baublys
	Malaisie	M ^{me} Adnin
	Nigéria	M. Laro
	Nouvelle-Zélande	M. McLay
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Wilson
	Tchad	M. Gombo
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Suárez Moreno

Ordre du jour

La situation en Côte d'Ivoire

Lettre datée du 13 avril 2015, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire (S/2015/252)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Côte d'Ivoire

Lettre datée du 13 avril 2015, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire (S/2015/252)

Le Président (*parle en arabe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite le représentant de la Côte d'Ivoire à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2015/252, qui contient le texte d'une lettre datée du 13 avril 2015, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de S. E. M. Cristián Barros Melet, Représentant permanent du Chili, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Barros Melet.

M. Barros Melet (Chili) (*parle en espagnol*) : Je me félicite de cette occasion qui m'est donnée de faire un exposé aux membres du Conseil en ma qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire.

Je voudrais, pour commencer, résumer les principaux éléments contenus dans le rapport final (S/2015/252) du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire établi en application de la résolution 2153 (2014), ainsi que les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de consultations le 10 avril.

Globalement, durant la deuxième partie de son mandat, le Groupe d'experts a remarqué que la coopération avec les autorités ivoiriennes s'était améliorée. Ce qui, selon le Groupe, serait attribuable à la visite effectuée en Côte d'Ivoire, en novembre 2014, par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé

par la résolution 1572 (2004). Le Gouvernement ivoirien a fait des progrès dans l'application de l'embargo sur les armes et pour ce qui est de communiquer des renseignements pertinents concernant les notifications et demandes d'approbation adressées au Comité, ainsi que d'informer l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et le Groupe d'experts de l'arrivée de matériel.

Le Groupe a exprimé sa préoccupation au sujet de la présence continue d'éléments liés au groupe radical pro-Gbabo, ainsi qu'à propos des informations erronées que les autorités ivoiriennes ont fournies au Comité concernant certaines notifications et demandes d'approbation. Il s'est également dit préoccupé par le matériel que détient le quatrième bataillon commandé par Martin Kouakou Fofié, qui est inscrit sur la liste des personnes soumises au régime de sanctions, et par l'absence d'accès du Groupe lui-même et de l'ONUCI aux matériels, sites et installations, conformément au paragraphe 22 de la résolution 2153 (2014). Dans son rapport, le Groupe a souligné le danger posé par la présence de nombreuses armes et munitions incontrôlées dans le pays.

S'agissant de la réforme du secteur de la sécurité, le Groupe a reconnu les progrès réalisés par les autorités ivoiriennes. Toutefois, il a tenu à souligner l'insuffisance continue de capacités et de matériels dont souffrent la police et la gendarmerie, au vu notamment de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en octobre prochain.

Le Groupe a également signalé l'absence de cohésion dans les rangs de l'armée, due à l'influence négative résultant d'affiliations antérieures et d'antagonismes anciens, ce qui pourrait entraver le processus de réforme du secteur de la sécurité.

Pour ce qui est de la démobilisation, du désarmement et de la réinsertion, le Groupe s'est félicité des efforts déployés par l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration pour planifier un processus plus large et plus ouvert de réintégration et de marquage des armes en possession des forces de sécurité. Toutefois, le Groupe a souligné le rôle négatif joué par des éléments des forces républicaines de Côte d'Ivoire qui ne sont pas enregistrés et qui s'adonnent à des activités illégales. Le Groupe a également été d'avis que le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ne serait pas en mesure de réintégrer tous les anciens combattants d'ici juin prochain, ce qui risque d'avoir des effets négatifs sur les conditions de sécurité dans le pays.

Quant aux mesures de contrôle des frontières, le Groupe s'est dit préoccupé par les liens existants entre d'anciens éléments des Forces de sécurité et de défense, des Jeunes patriotes, des milices de Côte d'Ivoire et des mercenaires du Libéria. De plus, la structure et les capacités militaires des mercenaires et de la milice au Libéria et en Côte d'Ivoire seraient intactes.

Le Groupe d'experts signale que la contrebande se poursuit entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins, notamment dans les secteurs du cacao et de l'or. Le Groupe s'est également dit préoccupé par les violations des droits de l'homme, en particulier le travail des enfants et les exécutions extrajudiciaires dans les zones minières.

Le 10 avril dernier, le Comité s'est réuni pour examiner le rapport du Groupe d'experts. Il a également entendu le Chargé d'affaires de la Mission permanente de la Côte d'Ivoire, l'Ambassadeur Ouattara, évoquer la situation en Côte d'Ivoire en faisant notamment des observations sur le rapport final du Groupe d'experts. La participation de l'Ambassadeur Ouattara a permis d'intensifier le dialogue auquel ma visite dans le pays a imprimé un nouvel élan. L'Ambassadeur Ouattara a remercié le Comité d'avoir pris des mesures pour rayer M. Djédjé et M. N'Guessan de la liste des sanctions du Comité 1572. Il a fait également part de ses doutes face à certaines des conclusions du Groupe. Néanmoins, l'Ambassadeur Ouattara a réitéré que la Côte d'Ivoire était résolue à coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe d'experts, au vu notamment de la prochaine élection présidentielle, et il a exprimé le souhait de son gouvernement de voir éliminer les sanctions dans de brefs délais après cette élection. En outre, il a souligné les effets positifs de la visite effectuée en novembre dernier qui a envoyé un message énergique de coopération entre le Comité des sanctions et la Côte d'Ivoire.

Dans le débat qui a suivi, les membres du Comité ont reconnu les progrès réalisés par la Côte d'Ivoire, mais ont souligné les problèmes auxquels le pays est confronté, notamment le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, la lutte contre l'impunité et la lenteur de la mise en œuvre du Système de certification du Processus de Kimberley.

Je compte poursuivre ma communication avec le Gouvernement ivoirien. Je tiens à l'assurer que ma visite marque le début d'un nouveau dialogue actif et significatif qui ne portera ses fruits que si les principaux intéressés continuent de manifester un engagement continu en faveur d'une transition pacifique et d'une réconciliation nationale.

Enfin, les recommandations figurant dans le rapport final du Groupe d'experts font encore l'objet d'un examen de la part des membres du Comité.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie l'Ambassadeur Barros Melet de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Côte d'Ivoire.

M. Ouattara (Côte D'Ivoire) : Monsieur le Président, je voudrais avant tout propos exprimer la gratitude du Gouvernement ivoirien au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004), l'Ambassadeur Cristián Barros Melet, ainsi qu'aux membres du Conseil de sécurité pour cette occasion qui nous permet d'échanger sur le régime de sanctions concernant la Côte d'Ivoire. Comme en 2014, il s'agira essentiellement d'évaluer l'efficacité de ces mesures et de dégager ensemble des perspectives en fonction des progrès accomplis.

Le Gouvernement ivoirien s'inscrit dans cette dynamique de coopération avec le Conseil, le Comité 1572 et le Groupe d'experts en vue de la mise en œuvre des mesures découlant des résolutions 2153 (2014) et autres. Dans ce cadre, nous saluons la visite de travail effectuée en Côte d'Ivoire par l'Ambassadeur Barros, du 2 au 7 novembre 2014, qui a eu pour effet, selon le Groupe d'experts, d'accroître le niveau de coopération existant entre le Groupe et les autorités nationales. C'est le lieu de réaffirmer ici l'engagement continu de mon gouvernement pour une coopération pleine et exemplaire qui permettrait, par le biais du travail des experts, de faire une évaluation objective de la situation en Côte d'Ivoire. Monsieur l'Ambassadeur Barros, vous êtes toujours le bienvenu en Côte d'Ivoire.

Le Gouvernement ivoirien prend bonne note des conclusions de ce rapport du Groupe d'experts (S/2015/252). Les recommandations qui y figurent feront l'objet d'une analyse pour leur mise en œuvre, en tenant compte des impératifs de sécurité et de défense nationale. Le Gouvernement ivoirien voudrait d'ores et déjà se féliciter des progrès accomplis par la Côte d'Ivoire, relevés à juste titre par le groupe d'experts. Il s'agit notamment des progrès concernant les procédures de soumission de notifications et demandes d'approbation au Comité 1572 telles qu'exigées par la résolution 2153 (2014) du Conseil, comme cela est mentionné au paragraphe 27.

Il s'agit du soutien des autorités politiques ivoiriennes au processus de réforme du secteur

de la sécurité, au processus de démobilisation, de désarmement et de réinsertion à travers l'implication directe du Président de la République et à la mise en place par décret d'une instance unique en août 2012, le Conseil national de sécurité est chargé de coordonner toutes les réformes, comme l'indique le paragraphe 50. À cet égard, je voudrais indiquer qu'un cadre de réflexion existe pour dégager des perspectives de l'après 30 juin 2015 qui est, comme les membres le savent, la date de la fin du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion en Côte d'Ivoire.

Il s'agit également de la mise en place d'un dispositif juridique qui définit, entre autres, la stratégie de réforme de l'appareil de sécurité et la stratégie de sécurité nationale. Il s'agit aussi du marquage, depuis octobre 2012, de toutes les armes appartenant à l'État par la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, comme indiqué au paragraphe 83, ainsi que des efforts entrepris en vue de remettre en état et améliorer les armureries de Côte d'Ivoire. Le Groupe d'experts a noté au paragraphe 86 de son rapport qu'à ce jour, 40 % environ des armureries des forces de sécurité et de défense ont été remises en état.

Il s'agit de plus de la présence aux frontières de la police, de l'administration des douanes et de l'administration des eaux et forêts, comme signalé au paragraphe 132. Il s'agit enfin de l'adoption en janvier 2014 par le Gouvernement ivoirien, en étroite collaboration avec les autorités du Burkina Faso, d'un plan d'action pour l'expulsion tenant compte des impératifs humanitaires des quelque 30 000 occupants du mont Péko, qui sont pour la majorité des ressortissants de ce pays frère.

Toujours au titre des progrès accomplis par mon gouvernement, il importe de noter le constat fait par le Groupe d'experts qui, dans son rapport final, indique, au paragraphe 153, n'avoir pas détecté d'importation de matériel interdit par le régime de sanction; au paragraphe 192, ne pas être en mesure de confirmer que des individus en Côte d'Ivoire sont déterminés à saboter le processus de paix et de réconciliation nationale; et au paragraphe 122, n'avoir pas eu connaissance d'incidents transfrontaliers avec le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée ou le Mali. Bien entendu, le Groupe note que l'armée est pleinement déployée à toutes les frontières.

Surtout, le Groupe d'experts établi par le Comité 1572 reconnaît au paragraphe 229 de son rapport n'avoir recueilli aucune information donnant

à penser que les ressources naturelles sont exploitées aux fins de l'achat d'armes ou de matériel connexe, ou d'activités apparentées.

Ces progrès témoignent comme on le voit, de la ferme volonté des ivoiriens de consolider les acquis obtenus depuis 2011 avec l'appui de la communauté internationale. La Côte d'Ivoire dispose d'outils nécessaires pour le marquage et le traçage des armes à feu et poursuivra les efforts dans le contrôle des frontières ainsi que la gestion des stocks.

En amont déjà, je voudrais signaler que le pays entend renforcer les instruments techniques et juridiques existants permettant le contrôle des transferts des armes. Je pense notamment à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur l'interdiction des armes légères au niveau régional et au Traité sur le commerce des armes, que mon pays vient de ratifier. Mon pays s'engage également à contrôler les flux d'armements, à prévenir les cas de détournement et surtout à lutter efficacement contre les flux illicites, à l'instar de tous les États Membres de l'ONU.

L'année 2015 en Côte d'Ivoire verra la tenue d'élections que mon président ainsi que tous les chefs d'État et de gouvernement veulent crédibles, transparentes, ouvertes et inclusives. Concernant les préparatifs de ces élections, le Gouvernement ivoirien note avec satisfaction les réformes au sein de la Commission électorale indépendante, qui visent à mettre en place des conditions optimales d'organisation de ce scrutin. Par ailleurs, des dispositions sont en train d'être prises pour le financement des partis politiques afin d'accroître leurs capacités financières ce qui leur permettra d'envisager les échéances électorales futures.

Le Gouvernement ivoirien entend également renforcer le partenariat entre les Forces républicaines de Côte d'Ivoire et les Nations Unies à travers l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour la préparation desdites échéances de 2015. À cet égard, le soutien de l'ONUCI est le bienvenu pour une coopération dans le domaine du renforcement des capacités des officiers de l'état-major en matière de planification au niveau national comme au niveau régional; une coopération sur le terrain avec l'appui aux reconnaissances de terrain pour réaliser des dossiers en vue de déploiement futur; une aide à la sécurisation; des patrouilles conjointes; une présence dissuasive sur certains sites; un appui dans le transport du matériel électoral et des résultats etc. Le dernier aspect de la coopération interdisciplinaire concerne les exercices

conjointes de préparation à la sécurisation de tout le processus électoral.

Mon gouvernement est d'avis que les sanctions doivent être considérées comme un instrument au service d'une approche globale de règlement et de gestion des conflits dans le sens où l'exécution partielle ou intégrale des obligations imposées devrait correspondre en retour à l'adoption de mesures graduelles réciproques par le Conseil, telles que l'allègement ou la levée totale des sanctions si possible. C'est pourquoi, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude aux membres du Comité 1572 et aux membres du Conseil qui, dans une analyse objective des progrès enregistrés en Côte d'Ivoire, ont décidé déjà en 2014 de l'allègement du régime de sanctions par l'adoption de la résolution 2153 (2014).

Mon gouvernement souhaite que les présentes consultations et négociations s'inscrivent dans la perspective d'une levée totale des mesures d'embargo.

De notre point de vue, la prochaine résolution que le Conseil va adopter doit donc constituer un texte transitoire vers la levée totale de ces mesures, pour une sortie définitive de la Côte d'Ivoire de l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Toute chose qui nous permettra d'entretenir avec l'ONU des relations classiques d'accompagnement pour relever le défi du développement économique et social.

Le Président (*parle en arabe*) : J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 15 h 30.